

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-polonaise et l'avenir de la construction européenne, à Varsovie le 16 novembre 2012.

Monsieur le Président de la République,
Monsieur le Maréchal du Sénat,
Madame la Maréchal de la Diète,
Monsieur le Premier ministre,
Mesdames et Messieurs les Sénateurs,
Mesdames et Messieurs les Députés,
Et au-delà de vous, chers amis polonais,

C'est un immense honneur que vous m'accordez, de pouvoir m'exprimer ici au nom de la France, devant vous, représentants du peuple polonais. C'est le signe d'une relation profonde qui rassemble nos deux pays. Elle est le produit d'une histoire, celle que nous avons construite ensemble et qui permet d'expliquer que, plusieurs fois dans notre passé, nos destins se sont croisés, dans la paix comme dans la guerre, dans l'espoir comme dans l'épreuve, mais toujours autour du même combat que Français et Polonais ont poursuivi inlassablement. Ce combat a un nom, c'est la liberté. La liberté pour laquelle nous avons fait nos révolutions, en 1789 pour la France, en 1830 pour la Pologne et que vous avez également poursuivie lorsque vous vous êtes libérés. Nous avons également en partage d'éminentes personnalités dont on ne sait plus si elles sont polonaises ou françaises. Nous dirons qu'elles sont à la fois polonaises et françaises. Marie CURIE en est sans doute le plus beau symbole. Je l'appellerai donc Marie SKLODOWSKA, puisque c'est son nom.

Et puis, il y a ces liens tissés hier dans les usines et les mines françaises et aujourd'hui dans les universités et les laboratoires polonais, dans les entreprises françaises et polonaises. Il y a eu tant de liens communs qui ont permis, dans les histoires familiales, qu'il y ait des centaines de milliers de français qui portent des noms polonais. Je n'oublie pas non plus que Polonais et Français ont combattu ensemble et parfois sont tombés ensemble. Nos cimetières militaires en témoignent. C'est avec émotion que je lisais sur votre monument dédié au Soldat inconnu, les noms de villes françaises où des Polonais se sont sacrifiés - Falaise, Chambois... - et le nom de des champs de bataille où Français et polonais ont versé leur sang. Je pense à Monte-Cassino, à Tobrouk.

C'est notre histoire qui nous réunit aujourd'hui et c'est votre histoire que je veux saluer.

Votre histoire pour votre indépendance. La France a toujours été à vos côtés. Je pense à ces siècles où la Pologne a subi la domination de ses voisins, à ces années noires durant lesquelles la Pologne a été déchirée, partagée, dominée, où elle n'avait plus d'Etat pour représenter sa Nation. Je pense aussi à l'après-guerre où la Pologne fût pendant plus de quarante ans arrachée au cur de son histoire, au cur de l'Europe. La réunification du continent européen, c'est d'abord à vous Polonais que l'Europe la doit. Votre peuple, par son courage, a montré l'exemple face au totalitarisme. Déjà en 1956, puis en 1976, enfin en 1980, lorsque Lech WALESA et Solidarnosc ont incarné, pour toute l'Europe, la lumière qui se levait à l'Est. La France rend hommage à votre grand pays d'avoir su ouvrir la brèche qui a permis l'effondrement du mur de Berlin.

Aujourd'hui, la Pologne a repris toute sa place en Europe en réconciliant l'histoire et la géographie. La place d'un grand pays. d'une grande Nation. clairement européenne. et d'une

économique en plein devenir. Mais, c'est une Europe en doute que la Pologne a rejoint il y a 8 ans. Une Europe qui devrait être légitimement fière de se voir décerner le prix Nobel de la paix, pour avoir su surmonter, à la fois la barbarie et le totalitarisme. Une Europe qui devrait être légitimement fière d'avoir engagé la plus belle aventure humaine du XXème siècle. Et une Europe, pourtant, qui est saisie par le doute, par la défiance, et par le retour des égoïsmes. Je veux devant vous réaffirmer ma confiance dans l'idéal européen et dans les capacités de notre continent à surmonter le défi de la croissance, de l'emploi et de la solidarité.

L'Europe, c'est une construction qui demande du mouvement. Elle suffoque dès qu'elle s'arrête, elle ne supporte pas le statu quo, elle tombe quand elle n'avance plus. Voilà pourquoi je suis venu devant vous appeler à un mouvement commun. La France et la Pologne doivent unir leurs forces pour convaincre nos partenaires d'aller plus vite dans le règlement des difficultés de la zone euro, et surtout pour imaginer ensemble l'Europe de demain.

L'Europe que je propose est fondée sur la solidarité.

C'est elle qui doit inspirer l'union économique et monétaire, c'est elle qui doit s'imposer pour assurer l'adhésion des peuples qui font le choix fondamental de partager un budget et une monnaie. C'est la solidarité qui doit également fonder l'union politique dont nous avons besoin. Cette solidarité doit trouver des formes nouvelles dans la régulation des banques au service de l'économie, dans la possibilité d'emprunter demain ensemble pour financer les projets d'investissements, dans des règles d'harmonisation fiscale pour favoriser les échanges. La solidarité exige aussi le respect de règles communes et de discipline. C'est pourquoi des instruments communs comme l'union budgétaire ou le Mécanisme européen de stabilité ont été nécessaires. Nous devons garantir à chaque étape la nature démocratique, en donnant aux Parlements nationaux et au Parlement européen la possibilité de surveiller, de vérifier ce qui a été décidé à l'échelle de l'Europe.

Dans quelques jours, l'Union européenne sera devant des choix importants. D'abord, son avenir : l'approfondissement de l'union économique et monétaire. Il y a des hésitations, des interrogations, des contradictions même. Est-ce que nous voulons avancer, est-ce que nous voulons partager ? Cela sera sans doute difficile de décider dès le mois de décembre. Je souhaiterais que, pour les élections européennes de 2014, bientôt donc, il puisse y avoir un grand débat sur l'avenir de l'Europe.

Il y a aussi la question de la taille de l'Union européenne, de ses cercles différents, de ses rythmes variables.

Je suis très attaché à faire pleinement vivre la zone euro, à en renforcer les compétences, les ressources, et demain les institutions. Mais je n'entends pas figer la zone euro dans sa géographie actuelle et l'isoler du reste de l'Europe. Nous n'avons pas aboli les frontières en Europe qui ont divisé le continent pour en ériger de nouvelles.

Je souhaite donc que la Pologne puisse participer dès qu'elle le décidera à l'édification de cette Europe renforcée sur les bases de la zone euro. Je l'affirme devant vous, la France fera tout pour que la Pologne puisse rejoindre, quand elle en aura pris elle-même la responsabilité, la zone euro. C'est l'intérêt de la Pologne, c'est l'intérêt de la monnaie unique.

Et sans attendre, la Pologne doit être pleinement associée aux travaux sur l'avenir de l'union économique et monétaire. La Pologne est un pays majeur de l'Europe. La France est un pays fondateur, vous êtes un pays libérateur. Vous avez à prendre toute votre place dès aujourd'hui dans la construction de la zone euro. Et si vous avez la perspective de vous situer dans la future zone euro, c'est dès maintenant que vous devez être impliqués dans ses décisions.

L'Europe, je l'ai dit, a besoin d'avancer, et donc d'Etats précurseurs qui décident d'aller plus vite que les autres. Je souhaite que la Pologne fasse partie de ces pays-là. Nous avons une illustration possible à travers la taxe sur les transactions financières que onze pays ont décidé d'introduire en Europe. Je sais les complications, les risques, les inquiétudes que cela peut éventuellement susciter. Mais j'en vois aussi l'intérêt par rapport à une maîtrise de la finance et des ressources que nous pouvons tirer.

Un second rendez-vous nous attend, celui du cadre financier de l'Union européenne jusqu'en

2020. Je sais là-encore les tensions qui existent, les menaces de blocage et les pressions qui s'exercent. Je veux ici vous faire partager mes convictions. Je suis sûr qu'elles rejoignent les vôtres. Le budget européen doit être un instrument de croissance et de solidarité, ce qui suppose qu'il soit bien orienté, bien utilisé et fixé à un niveau qui ne soit pas trop haut pour inquiéter les pays qui pourraient contribuer davantage, mais qui ne soit pas trop bas pour empêcher toute action volontariste commune. Sinon, c'est une Europe au rabais qui se prépare, une Europe où chacun viendra chercher son chèque, sa contribution, son retour. Cette Europe, nous n'en voulons pas.

La deuxième conviction que je veux exprimer devant vous, à la veille de ce moment important, c'est que je n'oppose pas les politiques communes. Les nouvelles politiques ne doivent pas remettre en cause les fonds structurels, les fonds de la cohésion et les investissements qu'ils favorisent. Je sais tout le bienfait que la Pologne a su en tirer.

De la même manière, je ne tomberai pas dans le piège qui viserait à opposer les pays qui défendent la politique agricole commune avec les pays qui défendent les fonds de cohésion. Nous avons à défendre, et la politique agricole, et les fonds de cohésion. Même si, comme dans tout compromis, il faudra faire place à d'autres exigences et notamment aux grandes infrastructures que nous souhaitons lancer dans nos pays.

L'Europe c'est un tout, c'est l'économie, c'est la monnaie si nous en décidons, c'est un budget, c'est aussi une sécurité que nous devons assurer.

Nos deux pays sont alliés dans l'OTAN, et nous avons une responsabilité, là encore particulière. Vous savez ce qu'est l'indépendance et vous voulez la préserver. Vous faites des efforts en matière de défense. Nous devons porter ensemble l'ambition d'une Europe de la Défense. Elle exige de renforcer nos industries de défense, de mutualiser nos programmes de recherche, de développer ensemble de nouveaux équipements.

Cette Europe-là permettra à la fois d'assurer son avenir avec une industrie forte, mais également son indépendance pour éviter toute vulnérabilité. Le triangle de Weimar peut devenir le creuset de ces avancées futures de l'Europe. Comme président de la République française, je veux faire en sorte que ce triangle de Weimar puisse être, non seulement une proclamation, mais une traduction complète de notre relation.

Je sais, amis polonais, que vous êtes conscients du rôle qui est le vôtre par rapport au partenariat oriental. Cette dimension ne s'oppose pas à d'autres priorités que la France peut poursuivre vis-à-vis de la Méditerranée ou vis-à-vis de l'Afrique. C'est aussi votre rôle de faire en sorte que l'Europe puisse regarder dans toutes les directions, vers tous les horizons et notamment vers l'Est. Nous avons besoin d'une politique étrangère de sécurité commune dans laquelle vous prenez toute votre part.

Pour ce qui concerne les relations entre nos deux pays -- j'en ai parlé avec le président de la République, je le ferai avec le Premier ministre -- je veux leur donner une nouvelle impulsion. Il ne suffit pas de proclamer. Cela c'est le plus simple. Il convient de traduire. Nous avons un partenariat stratégique. Il a posé des principes. Je souhaite qu'il y ait donc des consultations intergouvernementales sur un rythme annuel. Elles s'étaient perdues depuis plusieurs années. Je les reprendrais au plus haut niveau et les prochaines consultations auront lieu dès le début de l'année 2013.

Nous avons de nombreux domaines où nous pouvons coopérer : coopération scientifique, universitaire... La France et la Pologne, soyons en fiers, disposent d'un potentiel considérable dans le domaine de la recherche et de la technologie. Multiplions aussi les partenariats entre nos industries, augmentons significativement le nombre de doubles diplômés, imaginons de nouvelles coopérations universitaires ! En faisant de Weimar un exemple, pour que nous puissions avoir des projets communs dans ce cadre. Echangeons nos ingénieurs, nos chercheurs !

Faisons en sorte que les entreprises polonaises puissent être accueillies en France et réciproquement pour nos entreprises françaises -- celles qui ont le niveau d'excellence dans les domaines du développement durable, de l'environnement, de l'eau, de l'agronomie, des technologies, de la médecine, de l'énergie... bref, sur tous les sujets que nous avons à traiter

ensemble.

Nous devons être ensemble, sur la question de l'énergie, où nous avons nos débats -- j'imagine ici les mêmes qu'en France -- sur le nucléaire, sur le gaz, et sur tant d'autres choses. Mais faisons en sorte d'aller de l'avant sur la transition énergétique, sur le respect de l'environnement et sur la capacité de tirer de nos ressources tout le potentiel nécessaire.

Nous pouvons également coopérer en matière spatiale. Vous venez de rejoindre l'agence spatiale européenne. Nous avons, des coopérations à mener ensemble, parce que l'espace est une formidable aventure humaine.

Et puis, il y a les relations économiques. Nous devons les développer. Je suis venu avec des ministres du gouvernement, avec des parlementaires français qui travaillent avec vous, mais aussi avec des chefs d'entreprise. Non pas pour influencer les décisions de la Pologne, je m'en serais bien gardé, mais pour faire en sorte que nous puissions vous démontrer la capacité que nous pouvons offrir ici. Je souhaite, je l'ai dit, que les échanges soient dans les deux sens et que vous puissiez également venir en France -- comme vous l'avez fait par le passé -- montrer la pleine capacité de votre économie.

Les entreprises françaises ont fait le choix très tôt de la Pologne. Dès le début des années 1990, elles ont apporté leur capital et leur savoir-faire. Aujourd'hui, il y a 200 000 emplois en Pologne qui sont influencés par les décisions économiques d'entreprises françaises, dans des secteurs aussi différents que les télécommunications, la distribution, la banque, l'énergie... Je souhaite que nous allions plus loin et les entreprises qui m'accompagnent vont en faire la démonstration.

Mesdames, Messieurs,

Chers amis parlementaires,

La France et la Pologne ont -- par la géographie, chacun de nos pays à sa place, nos économies complémentaires, notre population dynamique -- une responsabilité éminente en Europe.

L'Histoire nous oblige encore davantage. Je ne peux pas, devant vous à cette tribune, évoquer l'Histoire et ne pas de nouveau la rappeler pour nous mettre devant les défis de demain.

Je vais m'inspirer, moi aussi, chère Présidente, d'un poète, un poète français, Victor HUGO. En 1846, alors que la Pologne avait disparu depuis un demi-siècle de la carte politique de l'Europe, Victor HUGO s'adressait aux parlementaires français. Il leur disait cette chose simple : « deux Nations entre toutes, depuis quatre siècles ont joué dans la civilisation européenne un rôle désintéressé, ces deux Nations sont la France et la Pologne ». Et il ajoutait -- car les poètes ont tout prévu, c'est ce qui rend les politiques modestes, surtout quand ces poètes ont été de grands politiques -- « ces deux Nations aujourd'hui doivent s'entendre, doivent avoir l'une pour l'autre cette sympathie profonde de deux surs qui ont lutté ensemble. Toutes deux ont beaucoup fait pour l'Europe ».

Nous sommes dépositaires de cet héritage, de cet idéal, de cette ambition. A nous d'apporter un nouveau souffle ! C'est le sort des grandes Nations comme les nôtres que de savoir dépasser leurs propres intérêts pour poursuivre une cause, qui nous élève encore davantage. Cette cause, hier, était la liberté. C'est toujours la liberté mais aujourd'hui la liberté a un nom, c'est l'Europe.

Niech !yje Polska !

Niech !yje Francja !

Vive l'amitié entre la France et la Pologne !